

ceux qui souffrent. Des murs qui confinent des pans entiers de la société à une existence à peine digne de ce nom. Le fait que nous ayons gagné des batailles nous dit qu'il en reste encore bien d'autres à livrer, encore bien des victoires à déclarer.

Les événements en Europe de l'Est, en Amérique latine et en Asie nous ont fait réaliser que les droits de la personne et la démocratie ne sont pas des luxes, et qu'ils ne sont pas le fait de pays développés ou riches. Ce sont des conditions qui rendent possible la richesse.

Il est tentant pour certains de prétendre que les peuples et les gouvernements se sont ralliés à la démocratie et aux droits de la personne parce qu'ils ont jugé que leurs vieux systèmes étaient immoraux ou incohérents. J'estime que cette façon de voir est erronée. Ces sociétés ont rejeté d'autres systèmes et d'autres approches parce qu'ils ne fonctionnaient pas, parce qu'ils ne permettaient pas de «livrer la marchandise». Ils niaient au peuple la nourriture du corps et de l'esprit. Le défi consiste à faire en sorte que le nouveau système fonctionne mieux.

Les gouvernements des nouvelles démocraties admettront peut-être que les sociétés totalitaires s'auto-détruisent. Ils reconnaîtront peut-être que les systèmes qui condamnent la prospérité sont voués à la pauvreté. Ils savent peut-être que les sociétés qui nient les droits de la personne au nom de la paix sociale sont des sociétés où cette paix n'est qu'une trêve. Néanmoins, les citoyens de ces pays-là tireront d'autres conclusions si les nouvelles expériences ne fonctionnent pas non plus. Si le peuple est frustré, si la prospérité demeure une vaine promesse, si la démocratie ne fonctionne pas, il y a vraiment lieu de craindre le retour des vieilles méthodes, des vieux régimes.

L'essentiel, c'est que les droits de la personne et la démocratie soient perçus, non pas comme un changement de style, mais comme les composantes indispensables des sociétés qui fonctionnent, des sociétés qui sont stables et prospères. Autrement, les droits de la personne et la démocratie disparaîtront aussi rapidement qu'ils auront vu le jour.

Ceux d'entre nous qui viennent de sociétés où la prospérité repose sur la liberté et où la stabilité se fonde sur la démocratie ont l'obligation de prouver que ce que nous avançons est universel non seulement en théorie, mais aussi en pratique. Ils ont le devoir de prêter leur assistance, non pas en qualité de prédicateurs mais à titre de partenaires.

C'est à la fois une question d'attitude et de gestes à poser, en sachant quoi faire et quoi éviter.